

**FRANCE****→ LA CRISE DES « GILETS JAUNES »**

Lycéens : la sortie de crise s'annonce délicate

L'UNL appelle à bloquer les lycées de manière reconductible, « tous les jours et en particulier mardi et vendredi ». Blanquer a promis de donner avant Noël aux lycées leur carte de spécialités pour le futur bac.

Marie-Christine Corbier
[@mccorbier](#)

Philippe Vincent est « dans le brouillard ». « Notre espoir, c'est que la bulle d'agitation sociale se dégonfle par les annonces présidentielles, et la minibulle lycéenne par la même occasion », confie le secrétaire général du SNPDEN, le principal syndicat de proviseurs. Mais cela ne sera peut-être pas aussi simple. A l'UNL, le syndicat lycéen qui a lancé le mouvement, son président, Louis Boyard, assure, lui, que « la mobilisation ne va pas s'arrêter ». Après la vidéo de Mantes-la-Jolie montrant cent cinquante jeunes interpellés, à genoux, avec les mains entravées ou derrière la tête, Louis Boyard se dit « encore plus remonté et déterminé ». Il appelle à bloquer les lycées de manière reconductible, « tous les jours et en particulier mardi et vendredi ». Le syndicat espère, ces jours-là, défiler aux côtés de la CGT.

« A 10.000 lieues d'un mouvement classique »

Les syndicats lycéens réclament la remise en cause des réformes du bac et du lycée, de la plate-forme Parcoursup, et du service national universel (SNU). L'UNL a notamment fait de l'ouverture de places à l'université et de la fin du contrôle

continu du nouveau bac ses « lignes rouges ». D'autres demandes concernent le prix de la cantine scolaire et les bourses.

Ces revendications sont arrivées tardivement, indique Philippe Vincent. Blocages et occupations ont d'abord répondu à « un niveau de violence sans rapport avec un mouvement lycéen classique », déplore-t-il. « Amenez de l'essence, on manifesterà une fois qu'on se sera tapés les CRS », « introduisez-vous dans les



lycées, on créera le maximum de bazar et on verra ensuite », « venez armés »... Sur les réseaux sociaux, les mots d'ordre étaient « à 10.000 lieues d'un mouvement lycéen classique, qui s'exprimait contre une mesure ou un projet de loi particulier », poursuit Philippe Vincent.

D'où la difficulté, pour le gouvernement, de répondre au mouvement. D'autant que Parcoursup est en place et que les arrêtés sur la réforme du bac général ont été

« Je suis en train de tendre la main à la démocratie lycéenne. »

JEAN-MICHEL BLANQUER
Ministre de l'Éducation nationale

publiés. Les seuls espaces potentiels de discussions porteraient, selon le SNPDEN, sur la réforme du bac professionnel et le SNU. « *Le service national universel est tellement mal engagé que tirer un trait dessus ne coûterait pas grand-chose à l'Etat* », suggère Philippe Vincent. L'argent du SNU pourrait, abonde l'UNL, servir à faire progresser la mixité sociale au lycée en offrant, par exemple, la possibilité de partir en colonie de vacances à tout lycéen qui le souhaiterait.

« Besoin d'explication sur la réforme du bac »

« *Le dialogue est ouvert sur tous les enjeux du futur* », avait assuré jeudi Jean-Michel Blanquer, sur CNews. Il y a « *peut-être des besoins d'explication* » sur la réforme du bac et sa mise en œuvre peut « *se discuter sur bien des points* », avait-il ajouté. Le ministre de l'Éducation a aussi annoncé dimanche, sur France 3, que tous les

lycées auraient connaissance de leur carte de spécialités avant les vacances de Noël. Au lieu des anciennes filières S, ES et L, la réforme du lycée prévoit en effet, pour les élèves, la possibilité de choisir jusqu'à douze spécialités. Mais certains lycées n'en offriront que sept.

Jean-Michel Blanquer a aussi indiqué qu'il réunirait le Conseil national de la vie lycéenne (CNVL) plus tôt que prévu, avant les vacances de Noël. « *Je suis en train de tendre la main à la démocratie lycéenne* », a-t-il déclaré. Louis Boyard l'accuse de vouloir ainsi « *contourner* » les syndicats. « *Ce jeune homme n'est plus en classe de terminale, il dirige un mouvement lycéen et il dit des choses qui ne sont pas toujours exactes* », a affirmé Jean-Michel Blanquer. « *Je ne lâcherai pas, malgré les tentatives de décrédibilisation et les menaces que je reçois* », réplique Louis Boyard. La sortie de crise ne sera pas simple. ■



Le syndicat UNL, qui a donné le véritable coup d'envoi du mouvement lundi dernier, appelle à une nouvelle semaine de mobilisations dans les lycées. Photo Lionel Bonaventure /AFP



Ils ont dit...

« Il est très facile d'agiter les foules et de faire monter la colère, mais il est bien plus difficile de les éteindre, de discuter et de réconcilier les Français. »

MARC FESNEAU Ministre des Relations avec le Parlement



AFP/ Eric Fejerberg



Alberto Pizzotti/AFP

« Qu'est-ce que le président va pouvoir inventer maintenant pour ne pas répondre aux interpellations angoissées des Français ? »

MARINE LE PEN
Présidente du Rassemblement national



« Les trois quarts des revendications des « gilets jaunes » étaient dans notre programme. Nous sommes d'accord pour être récupérés. Et c'est fait. »

JEAN-LUC MÉLENCHON
Leader de La France insoumise



Romain Beurrier/RÉA

« Nous avons encore assisté à des scènes de violences incroyables. Emmanuel Macron restera comme le président qui a mis des blindés en plein Paris. »

ERIC CIOTTI Député, chargé de l'Intérieur dans l'équipe thématique des Républicains



Ludovic Martin/AFP



« Le mouvement des « gilets jaunes » illustre l'absence criante de contrat social [...] Il est temps de définir dans quelle société nous voulons vivre »

JEAN TIROLE
Prix Nobel d'Economie



Eric Piermont/AFP

« On est dans une urgence. Il faut que le président prenne en compte tout ce qu'on a fait remonter. »

JACLINE MOURAUD
L'une des principales figures des « gilets jaunes »



Damien Meyer/AFP